

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR  
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 22 au 26 avril 2019

**MERCREDI**  
**24 avril 2019**  
**à 14 h 15**

## **Projets de loi et propositions**

1. **Projet de loi instaurant la Brussels International Business Court, n°s 3072/1 à 13.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Kristien Van Vaerenbergh et M. Christian Brotcorne]
  
2. **Proposition de loi (M. Dirk Janssens, Mmes Leen Dierick et Carina Van Cauter, MM. Koen Metsu, Servais Verherstraeten et Tim Vandenput et Mme Kattrin Jadin) modifiant le Code des sociétés et des associations concernant les libéralités et les comptes annuels d'associations et de fondations, n°s 3550/1 et 2.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Raf Terwingen]
  
3. **Proposition de loi (MM. Michel de Lamotte et Raf Terwingen, Mmes Kattrin Jadin et Goedele Uyttersprot et MM. Dirk Janssens, Olivier Henry et Youro Casier) visant à assurer la lisibilité du droit applicable aux associations et aux fondations, n°s 3664/1 à 3.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
  
4. **Proposition de loi (Mmes Sophie De Wit, Sarah Smeyers, Goedele Uyttersprot et Kristien Van Vaerenbergh) modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, en ce qui concerne l'état de récidive, n°s 3213/1 à 7.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Stefaan Van Hecke, Christian Brotcorne et Gilles Foret]
  
5. **Proposition de loi (M. Elio Di Rupo, Mmes Laurette Onkelinx et Özlem Özen et Mme Fabienne Winckel) modifiant le Code pénal afin de favoriser les mesures alternatives dans la prise en charge de la délinquance inspirée par le racisme ou la xénophobie et de mieux lutter contre la récidive en matière de discrimination, n°s 1926/1 à 6.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Christian Brotcorne]

6. - Proposition de loi (Mme Sophie De Wit, MM. Raf Terwingen et Philippe Goffin, Mme Carina Van Cauter, M. Gautier Calomne et Mmes Sonja Becq et Kristien Van Vaerenbergh) portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, n°s 3515/1 à 10.
- Proposition de loi (Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Philippe Goffin et Mmes Sophie De Wit et Sarah Smeyers) adaptant la législation relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique, n°s 1617/1 et 2.
- Proposition de loi (Mmes Sophie De Wit, Sarah Smeyers et Goedele Uyttersprot, M. Robert Van de Velde et Mme Kristien Van Vaerenbergh) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la procédure devant la cour d'assises, n° 1710/1.
- Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter) modifiant la législation relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique, n° 2903/1.
- Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter) portant réforme de la procédure d'assises et modification de diverses dispositions relatives au droit pénal et à la procédure pénale, n° 3329/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Stefaan Van Hecke et Christian Brotcorne]

7. - Proposition de loi (MM. Philippe Goffin et Raf Terwingen, Mmes Carina Van Cauter, Kristien Van Vaerenbergh et Sonja Becq et M. Gautier Calomne) portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la justice et de modernisation du statut des juges consulaires, n°s 3549/1 à 6.
- Proposition de loi (M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, MM. Gilles Foret et Philippe Goffin, Mmes Kristien Van Vaerenbergh, Sophie De Wit et Carina Van Cauter) concernant le traitement de données à caractère personnel par le Service public fédéral Justice dans le cadre de l'exécution des peines et des mesures privatives de liberté et de la gestion des établissements dans lesquels cette exécution s'effectue, n°s 2194/1 à 10.
- Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le droit de consulter le dossier répressif, n°s 3171/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Sophie De Wit]

8. Proposition de loi (Mme Laurette Onkelinx, MM. Servais Verherstraeten et Philippe Goffin, Mmes Kristien Van Vaerenbergh, Carina Van Cauter et Annick Lambrecht, MM. Christian Brotcorne, Stefaan Van Hecke et Raf Terwingen et Mme Sonja Becq) modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la publication des jugements et des arrêts, n°s 3489/1 à 4.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Gautier Calomne]
9. Proposition de loi (Mmes Caroline Cassart-Mailleux et Isabelle Galant et M. Benoît Friart) modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et l'arrêté royal du 8 janvier 2017 portant exécution de la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des indépendants, n° 3656/1 à 4.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Werner Janssen]
10. Proposition de loi (Mmes Isabelle Galant et Caroline Cassart-Mailleux et MM. Stefaan Vercamer et Egbert Lachaert) adaptant différentes dispositions légales suite au transfert de certaines compétences du Service public fédéral Sécurité sociale à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et assurant certaines adaptations terminologiques, n°s 3640/1 à 6.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Frank Wilrycx]
11. Proposition de loi (Mme Maya Detiège et M. Youro Casier) modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne l'inscription dans la Banque-Carrefour des Entreprises, n°s 3029/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Werner Janssen]
12. Proposition de loi (MM. Michel de Lamotte et Benoît Lutgen) modifiant le Code de droit économique, visant à inscrire les milieux d'accueil de la petite enfance dans le champ des exceptions aux droits d'auteur, n°s 2023/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Bert Wollants]
13. Proposition de loi (Mme Griet Smaers, MM. Benoît Friart et Frank Wilrycx et Mmes Leen Dierick et Nele Lijnen) portant modifications au livre Ier "Définitions" au livre XV "Application de la loi"; ainsi que le remplacement du livre IV "Protection de la concurrence" dans le Code de droit économique, n°s 3621/1 à 4.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Karine Lalieux]

14. - Proposition de loi (Mmes Leen Dierick, Nele Lijnen, Isabelle Galant et Griet Smaers et M. Frank Wilrycx) modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique en matière de copie privée, n°s 3569/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Vanessa Matz, M. Olivier Maingain, Mmes Véronique Caprasse, Karine Lalieux, Véronique Waterschoot et Evita Willaert et M. Michel de Lamotte) modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique en matière de copie privée, n° 3548/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Youro Casier]

15. - Proposition de loi (MM. Dirk Janssens et Vincent Van Quickenborne et Mmes Ine Somers et Els Van Hoof) modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, en vue d'instaurer l'interdiction de fumer dans les voitures couvertes en présence d'enfants âgés de moins de 16 ans, n°s 1633/1 à 5.
- Proposition de loi (Mme Catherine Fonck) modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, concernant la publicité pour les produits à base de tabac, n°s 41/1 et 2.
  - Proposition de loi (Mme Catherine Fonck) modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et visant à réduire l'attractivité des produits du tabac en instaurant une présentation neutre et uniforme, n°s 1421/1 à 2.
  - Proposition de loi (Mmes An Capoen, Valerie Van Peel et Yoleen Van Camp et M. Jan Vercammen) modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits afin d'interdire la vente de tabac et de produits similaires à des mineurs, n°s 1599/1 et 2.
  - Proposition de loi (Mmes Karin Jiroflée, Anne Dedry et Karin Temmerman) portant des dispositions diverses visant à lutter contre les effets nocifs du tabac, en particulier chez les jeunes, n°s 1665/1 à 4.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Daniel Senesael et Luc Gustin]  
**[1599: Application de l'article 88 du Règlement]**

16. - Proposition de loi (M. David Clarinval, Mme Stéphanie Thoron, MM. Damien Thiéry, Benoît Piedboeuf et Luc Gustin et Mme Sybille de Coster-Bauchau) modifiant, en ce qui concerne les prestations de logopédie, l'article 36 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n°s 1093/1 à 4.
- Proposition de résolution (Mme Catherine Fonck) visant à améliorer l'accessibilité de la logopédie, n° 2747/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Damien Thiéry et Mme Catherine Fonck]

17. - Proposition de loi (MM. Luk Van Biesen, Dirk Van Mechelen, Benoît Piedboeuf et Gautier Calomne) portant des dispositions financières diverses, n°s 3624/1 à 5.
- Proposition de loi (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique en vue de supprimer le Collège des censeurs, n° 2533/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Peter Dedecker]

18. Proposition de loi (MM. Luk Van Biesen, Dirk Van Mechelen et Eric Van Rompuy, Mme Griet Smaers et M. Benoît Piedboeuf) transposant la Directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne, n°s 3653/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Steven Vandepuut]

19. Proposition de loi (MM. Luk Van Biesen, Dirk Van Mechelen et Benoît Piedboeuf) portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée, n°s 3648/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf]

20. Proposition de résolution (M. Veli Yüksel et Mmes Karin Temmerman et Evita Willaert) demandant à la Cour des comptes d'examiner les retards considérables pris par les travaux de rénovation de la gare de Gand-Saint-Pierre, n°s 3611/1 à 3.

[Rapporteurs : MM. Jean-Jacques Flahaux et Emmanuel Burton]

21. Proposition de loi (MM. Jean-Jacques Flahaux et Jef Van den Bergh, Mmes Nele Lijnen et Sandrine De Crom et M. Emmanuel Burton) modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, et modifiant le Code d'instruction criminelle, n°s 3644/1 à 6.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Gwenaëlle Grovonius]
22. Proposition de résolution (M. Laurent Devin et Mmes Gwenaëlle Grovonius et Karine Lalieux) relative au maintien des accompagnateurs dans les trains de la SNCB, n°s 2606/1 à 3.  
[Rapporteur : Mme Sandrine De Crom]
23. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif aux services aériens, fait à Bruxelles le 4 octobre 2009, n°s 3631/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Tim Vandemput]
24. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de l'État du Qatar relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 6 mars 2018, n°s 3632/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
25. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République du Cap-Vert relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 26 octobre 2017, n°s 3633/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
26. Projet de loi portant assentiment à l'Accord relatif au transport aérien entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République du Mali, fait à Bamako le 29 août 2017, n°s 3634/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
27. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif au transport aérien, fait à Abidjan le 25 octobre 2017, n°s 3635/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]
28. Projet de loi portant assentiment à la modification de la Convention du 9 septembre 1996 relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure (CDNI), adoptée le 22 juin 2017, n°s 3643/1 à 3.  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Sans rapport]

29. - Proposition de loi (MM. Steven Vandepuut et Koenraad Degroote) modifiant la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel, n°s 3492/1 en 2.
- Proposition de loi (MM. Koenraad Degroote, Christoph D'Haese, Koen Metsu et Brecht Vermeulen) étendant la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité à la police intégrée, n° 2115/1.
  - Proposition de loi (Mmes Nawal Ben Hamou et Laurette Onkelinx et M. Eric Thiébaud) modifiant la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel, n° 2324/1.
  - Proposition de loi (M. Alain Top) relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité par les membres de la police intégrée, n° 2355/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Katja Gabriëls]

30. - Proposition de loi (M. Vincent Van Peteghem, Mme Catherine Fonck, MM. Kristof Calvo, Gilles Vanden Burre, Brecht Vermeulen et André Frédéric et Mmes Sandrine De Crom, Monica De Coninck et Sybille de Coster-Bauchau) interdisant le recours aux contrats de gestion aux administrateurs publics, n°s 3616/1 à 7.
- Proposition de loi (Mme Vanessa Matz, M. Michel de Lamotte, Mme Catherine Fonck et M. André Frédéric) modifiant le Code des sociétés, visant à interdire aux personnes morales d'exercer un mandat public, n°s 2201/1 à 4.
  - Proposition de loi (M. Vincent Van Peteghem, Mmes Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Nathalie Muylle et Griet Smaers et MM. Servais Verherstraeten et Franky Demon) modifiant la loi du 19 décembre 2012 relative à la rémunération des membres du personnel et des mandataires des organismes d'intérêt public, des entreprises publiques autonomes et des personnes morales sur lesquelles l'État exerce directement ou indirectement une influence dominante, en tant que personne physique et la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives en ce qui concerne la rémunération en tant que personne physique, n°s 2362/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Sandrine De Crom]

31. - Proposition de loi (M. Georges Dallemagne et Mme Vanessa Matz) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, visant à instaurer la transparence dans l'attribution des visas humanitaires, n°s 3496/1 à 4.
- Proposition de loi (Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Eric Thiébaut et Mme Nawal Ben Hamou) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, visant à encadrer la délivrance de visas humanitaires, n° 3521/1.
  - Proposition de loi (M. Olivier Maingain et Mme Véronique Caprasse) remplaçant l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue d'objectiver la procédure d'octroi des visas humanitaires, n° 3562/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Monica De Coninck]

---

**à 18 h 05**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---

**JEUDI  
25 avril 2019  
14 h 15**

### **Projets de loi et propositions**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance du mercredi soir.

### **Nomination**

Nomination des membres de la Chambre contentieuse de l'Autorité de protection des données, n° 3676/1.

**Votes nominatifs**

sur les projets de loi et propositions terminés.

---

**à 18 h 05**

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

---